

NATIONS UNIES
Assemblée générale
QUARANTE-QUATRIÈME SESSION

Documents officiels

CINQUIÈME COMMISSION
5e séance
tenue le
6 octobre 1989
à 15 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 5e SEANCE

Président : M. VAHER (Canada)

Président du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires : M. MSELLE

SOMMAIRE

POINT 128 DE L'ORDRE DU JOUR : PLAN DES CONFERENCES

POINT 121 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORTS FINANCIERS ET ETATS FINANCIERS VERIFIES ET
RAPPORTS DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (suite)

POINT 127 DE L'ORDRE DU JOUR : CORPS COMMUN D'INSPECTION

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.
Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,
dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750,
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un rectificatif distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.5/44/SR.5
7 novembre 1989
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

La séance est ouverte à 15 h 15.

POINT 128 DE L'ORDRE DU JOUR : PLAN DES CONFÉRENCES (A/44/32 et A/44/502; A/43/586, A/44/135 et Add.1 et A/44/222)

1. Mme FRIESSNIGG (Présidente du Comité des conférences), présentant le rapport du Comité des conférences (A/44/32), indique que le Comité s'est réuni pour la première fois en 1989 en tant qu'organe subsidiaire permanent de l'Assemblée générale, conformément à son nouveau mandat énoncé dans la résolution 43/222 de l'Assemblée. A sa session d'organisation, le Comité a arrêté un programme de travail biennal, selon lequel les questions relatives aux réunions ont été examinées à la session de fond de 1989, étant entendu que les questions relatives au contrôle et à la limitation de la documentation seraient examinées en 1990.

2. Le projet de calendrier des conférences (A/44/32, annexe III) est le résultat des efforts déployés pour parvenir à une répartition équitable des réunions au cours de l'année afin de promouvoir une meilleure utilisation des services de conférence et des ressources disponibles, de limiter le recours coûteux à du personnel temporaire et d'éviter dans la mesure du possible le chevauchement de réunions traitant du même secteur d'activité dans un même lieu. Les délibérations ont visé et continueront de viser à rechercher le meilleur moyen d'aider les délégations à prêter une attention suffisante à toutes les réunions qui les intéressent, ce qui suppose que la documentation pertinente soit distribuée en temps utile.

3. Pendant la session en cours de l'Assemblée générale, il est probable que, comme dans le passé, des propositions ayant une incidence sur le calendrier des conférences seront formulées. Le Comité des conférences les examinera conformément aux dispositions de la résolution 35/10 de l'Assemblée générale et déterminera dans quelle mesure de nouvelles réunions peuvent venir s'ajouter au projet de calendrier sans soulever des difficultés d'ordre administratif excessives.

4. Lors de l'examen du projet de calendrier, plusieurs délégations ont évoqué la répartition actuelle des activités en matière de conférence entre les divers centres de conférences des Nations Unies. Le Comité a estimé que pour pouvoir procéder à un examen plus approfondi de cette question, le Secrétariat devrait lui fournir des renseignements, notamment les versions révisées des documents contenant des renseignements au sujet des ressources, services et installations de conférence de l'Organisation des Nations Unies.

5. Le Comité a été récemment saisi des statistiques concernant l'utilisation des services, fondées sur un échantillon d'organes des Nations Unies qui se sont réunis périodiquement au cours des sept ou huit dernières années et il a en outre examiné pour la première fois les statistiques de la CNUCED. Il a relevé une meilleure utilisation des services de conférence par divers organes, ainsi qu'une utilisation relativement réduite par d'autres. Sur la base des statistiques examinées, des lettres ont été adressées à 12 organes pour les inviter à mieux utiliser les services de conférence dont ils disposent.

(Mme Friessnigg)

6. Il a été convenu que, bien que les statistiques soient utiles, elles ne présentaient pas un tableau complet de l'efficacité générale d'un organe donné. De plus, diverses recommandations ont été formulées au sujet de la fourniture de services à des réunions officielles de consultation (A/44/32, par. 45).

7. Par ailleurs, à l'invitation du Conseil économique et social, le Comité des conférences a examiné pour la première fois le projet de calendrier des conférences dans les domaines économique et social, ce qui constitue une étape importante dans l'amélioration de la coopération entre les deux organes.

8. Dans le projet de résolution B, le Comité a recommandé de prolonger d'un an encore la période pendant laquelle, à quelques exceptions près, il ne sera établi de comptes rendus analytiques pour aucun organe subsidiaire de l'Assemblée générale, en attendant les résultats d'un examen plus approfondi de la question auquel il procédera à sa session de fond de 1990. Le Comité s'est également félicité de la décision du Conseil d'administration de l'UNITAR de renoncer à l'établissement de comptes rendus analytiques.

9. Conformément à la résolution 43/222 B de l'Assemblée générale, le Comité a examiné un rapport du Secrétaire général sur les publications périodiques de l'Organisation des Nations Unies et a envisagé la possibilité d'adopter certaines règles visant à mieux contrôler ces publications. Le Secrétariat a été invité à fournir des renseignements plus détaillés sur cet aspect, entre autres, du programme de publications.

10. S'agissant de la possibilité de planifier et de coordonner centralement tous les aspects organisationnels des services de conférence, le Comité a indiqué que pour pouvoir procéder à une analyse détaillée de cette question, il fallait attendre le résultat des délibérations de l'Assemblée au sujet de l'application des recommandations 2 et 8 du Groupe des Dix-Huit.

11. Le Comité a examiné un avant-projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997 concernant les services de conférence et de bibliothèques, établi par le Département des services de conférence (A/44/32, sect. VII). De nombreuses délégations ont été d'avis que le programme de réunions fixé pour le Comité des conférences ne permettrait pas à celui-ci de participer pleinement à l'examen du projet définitif de plan à moyen terme concernant les services de conférence et de bibliothèques. En conséquence, le Comité a décidé de tenir quelques séances au début de 1990 afin de participer davantage au projet définitif de plan à moyen terme avant qu'il soit examiné par le Comité du programme et de la coordination.

12. Le Comité a examiné le rapport relatif à l'exécution du programme au cours de l'exercice biennal 1986-1987 présenté par le Département des services de conférence. Les observations des membres du Comité au sujet de ce rapport ont été communiquées au Comité du programme et de la coordination. Le Comité a en outre examiné un projet de rapport du Secrétaire général, dont l'Assemblée générale est actuellement saisie, sur l'application des dispositions de la résolution 42/207 C concernant l'égalité de traitement de toutes les langues officielles de l'Organisation.

(Mme Friessnigg)

13. Le Comité a examiné aussi le rapport verbal du Secrétariat sur l'application de techniques nouvelles aux services de conférence. De nombreux aspects de cette question soulevant un vif intérêt ont été mis en lumière, comme les applications des techniques informatiques, les télécommunications et la mise en place de liaisons électroniques dans le domaine des services de conférence.

14. Le Comité a par ailleurs examiné les moyens de mieux aborder d'autres aspects de son programme de travail, conformément à son nouveau mandat. Une attention particulière a été accordée au moyen d'assurer une meilleure coordination des conférences dans le système des Nations Unies, notamment des services et installations de conférence et, à titre de première mesure, le Comité a prié son secrétariat d'établir un rapport détaillé sur la coordination. Au surplus, étant donné que les questions de politique et de coordination à l'intérieur du système relèvent également de la compétence du Comité administratif de coordination, la Présidente du Comité, au nom de celui-ci, a adressé une lettre au Président du CAC l'invitant à formuler des observations au sujet de la question de la coordination des activités de conférence à l'échelle du système et à fournir des renseignements sur les arrangements pratiques en vigueur ou prévus en la matière.

15. Le Comité a étudié l'examen du Département des services de conférence prévu par le Secrétaire général dans son rapport final à l'Assemblée générale sur l'application de la résolution 41/213 (A/44/222). Le Comité a convenu qu'il devait jouer un rôle dans cet examen.

16. Enfin, la Présidente du Comité des conférences indique que l'élément fondamental sur lequel repose le consensus est la volonté des Etats Membres de parvenir à un accord, en trouvant des points communs afin d'orienter les travaux. Le Comité des conférences s'est conformé à son nouveau mandat et son rapport constitue un résumé des résultats obtenus à ce jour, ainsi qu'une indication de ce qui a été entrepris et de ce qui reste à faire.

17. M. WYZNER (Secrétaire général adjoint aux services de conférence et chargé de fonctions spéciales) dit qu'il y a lieu de noter que le Comité des conférences, au cours de sa première année d'activité en tant qu'organe subsidiaire permanent de l'Assemblée générale chargé d'un mandat élargi, a pu étudier de façon relativement détaillée la meilleure manière de s'acquitter de ce nouveau mandat, ainsi que toutes les autres questions importantes inscrites à son programme de travail et concernant les réunions, la documentation et le programme de publications de l'Organisation des Nations Unies.

18. Avec l'adoption de la résolution 41/213, l'Assemblée générale a mis en route une série de réformes visant à améliorer le fonctionnement administratif et financier de l'Organisation; ces réformes avaient été rendues nécessaires, notamment, par l'expansion du programme de travail de l'Organisation qui a entraîné des modifications parallèles dans le mécanisme des organes intergouvernementaux et dans le niveau des ressources nécessaires pour assurer son fonctionnement.

(M. Wyzner)

19. L'Assemblée générale a reconnu que les innovations administratives et techniques ont permis de rationaliser la planification du calendrier des conférences, la fourniture des services nécessaires et la documentation connexe, et d'assurer une utilisation plus efficace des ressources plus limitées disponibles; d'autres facteurs cependant ont réduit les effets bénéfiques de ces changements. Comme le Secrétaire général le note dans son rapport sur l'activité de l'Organisation (A/44/1), les réformes entreprises n'ont pas entraîné la diminution de la demande de services de conférence et de documentation que le Groupe des Dix-Huit avait prévue. Peu d'organes ont décidé de remplacer leurs réunions annuelles par des réunions biennales, ou de réduire la durée de leurs sessions. De ce fait, le calendrier actuel des réunions n'est guère différent de celui qui existait avant le processus de réforme.

20. Les événements qui se sont produits récemment sur la scène internationale, la prise de conscience plus aiguë des problèmes socio-économiques et des problèmes d'environnement dans le monde, et l'expansion des activités de l'Organisation en faveur de la paix et du maintien de la paix ont nécessité un appui accru de la part du Secrétariat, non seulement en matière de services fonctionnels, mais aussi de services administratifs et de conférence. Rien qu'en 1990, il est prévu de tenir trois conférences spéciales, et en dépit des efforts déployés pour en fixer les dates de la manière la plus efficace possible, le Département aura du mal à assurer le service des réunions ordinaires uniquement à l'aide de son personnel permanent.

21. Si l'examen du calendrier des conférences et des réunions constitue la tâche essentielle du Comité des conférences, c'est au Département des services de conférence qu'il appartient de préparer et d'appliquer ce calendrier. Le calendrier constitue une définition quantifiable du volume de travail du Département. Comme de nombreuses délégations l'ont reconnu au Comité des conférences, la position du Département des services de conférence diffère de celle des autres services du Secrétariat, en ce sens que le Département exerce moins de contrôle sur le volume de travail dont il est chargé et sur son échelonnement dans le temps. Pour compenser cette situation, le Département essaye sans cesse d'élaborer des programmes de travail tenant compte de considérations d'avenir et de considérations pratiques.

22. Dans ce contexte, le Département examine et évalue constamment ses mécanismes de coordination pour procéder aux ajustements nécessaires de manière à utiliser aussi rationnellement que possible les ressources et installations de conférence de l'ensemble du système. L'un de ces mécanismes consiste en la tenue de consultations entre départements en vue de déterminer les dates et les lieux de réunion des organes intergouvernementaux ou des groupes d'experts en tenant compte, d'une part, des besoins des organes pertinents en matière de services de conférence et, de l'autre, des contraintes matérielles et budgétaires qui affectent ces services. Néanmoins, l'annulation de réunions en dernière minute ou la présentation tardive des documents à publier dans les différentes langues peuvent entraîner des dépenses au titre des heures supplémentaires ou du personnel temporaire, ou donner lieu à un gaspillage de ressources.

(M. Wyzner)

23. Le processus de consultation et les améliorations apportées à l'élaboration et à l'application du programme de conférences et de réunions ont permis d'établir un calendrier plus régulier pour 1990-1991 et une répartition plus uniforme des réunions sur l'année; néanmoins, il continue d'y avoir certaines périodes chargées durant lesquelles les effectifs permanents des services de conférence sont inévitablement insuffisants et pour lesquelles il faut donc des ressources au titre du personnel temporaire. Bien que le Secrétariat ait pu proposer une réduction modeste des ressources demandées à cette fin pour l'exercice biennal 1990-1991, les crédits qu'il demande sont indispensables pour lui permettre d'assurer les services nécessaires. Il y a lieu de signaler que le calendrier dont la Commission est saisie ne comprend pas la totalité des réunions dont le Département des services de conférence est tenu d'assurer le service, et qu'en particulier, certaines consultations spéciales et réunions de groupes régionaux, comme celles des pays non alignés ou du Groupe des 77, n'y figurent pas.

24. Une question qui retient actuellement l'attention du Comité des conférences et du Secrétariat est celle de l'utilisation appropriée des ressources en matière de services de conférence. Le Comité a étudié des statistiques concernant l'utilisation de ces ressources par différents organes et a tenu des consultations avec les présidents des organes qui ne les ont pas utilisées de manière satisfaisante. Grâce aux efforts du Comité, le niveau d'utilisation totale atteint désormais 76 %.

25. Dans le cadre de ses nouvelles attributions, le Comité des conférences doit notamment suivre la politique de l'Organisation en matière de publications. Le Secrétariat a pu présenter un rapport sur les résultats d'un examen effectué par les organes intergouvernementaux compétents pour déterminer l'utilité des publications périodiques.

26. Le Département des services de conférence continuera à aider le Comité à rechercher des moyens d'assurer une utilisation optimale des services de conférence, car, au cours de l'exercice biennal 1990-1991, il devra faire face aux conséquences de la réduction de ses effectifs. Les directives que les Etats Membres ont fournies au Secrétariat par l'intermédiaire du Comité des conférences, du Comité consultatif et de la Cinquième Commission lui ont été très utiles pour examiner ses plans administratifs et budgétaires et évaluer les services de conférence.

27. Au cours de ses sessions de 1988 et 1989, le Comité des conférences a pu examiner le projet de plan à moyen terme, tel qu'il a été prolongé jusqu'en 1991, et le plan général du projet de plan à moyen terme pour la période 1992-1997, en ce qui concerne les services de conférence et bibliothèque, ainsi que le rapport sur l'exécution des programmes au cours de l'exercice biennal 1986-1987. Il sera dûment tenu compte des observations formulées au cours de ces examens lors de la présentation du plan complet en vue de son examen par le Comité des conférences et l'Assemblée générale lors de sa quarante-cinquième session.

(M. Wyzner)

28. Au cours de la période couverte par le plan à moyen terme pour 1992-1997, les services de conférence et bibliothèque auront pour objectif principal de continuer à s'acquitter des fonctions qui leur incombent de manière aussi appropriée, rentable et coordonnée que possible. Eu égard au renforcement du rôle joué par l'Organisation dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales et à la nécessité d'accorder une attention accrue à une vaste gamme de problèmes dans les domaines économique, social et juridique et dans celui de l'environnement, on peut prévoir une augmentation du nombre de conférences et de réunions au cours de la période couverte par le prochain plan à moyen terme. D'un autre côté, il faut aussi tenir compte du fait que la rationalisation de la structure et des fonctions du mécanisme intergouvernemental, en particulier dans les secteurs économique et social, pourrait conduire à une réduction de la demande de services. Compte tenu de ces considérations, le Département des services de conférence estime que son plan doit être fondé sur l'hypothèse que, même si le niveau général d'activité reste égal au niveau actuel, le concept de volume de travail doit demeurer flexible, dans la mesure où il peut dépendre de divers facteurs, dont beaucoup échappent au contrôle du Département. Le Département s'efforcera donc d'accroître sa souplesse et sa capacité de réponse, tout en veillant à assurer une utilisation judicieuse de ses ressources. Ceci ne signifie pas qu'il négligera des problèmes comme le retard dans la présentation des manuscrits ou les annulations de séances à la dernière minute. Pour faire face à ces problèmes, il essayera d'améliorer la coopération avec d'autres secteurs de l'Organisation, aussi bien avec les organismes intergouvernementaux qu'au sein du Secrétariat.

29. En définitive, l'objectif du Département est de continuer à fournir des services de conférence qui se complètent mutuellement et soient efficaces par rapport à leur coût, en tirant parti au maximum des possibilités des divers centres de conférence des Nations Unies, compte dûment tenu des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale. Le Département espère également qu'une utilisation accrue des nouvelles techniques facilitera ses travaux et permettra de tirer parti au maximum des ressources disponibles dans les différentes régions du monde.

30. Le Secrétaire général adjoint espère pouvoir compter sur l'appui des Etats Membres pour introduire des innovations techniques en vue d'améliorer les méthodes, les conditions et la qualité du travail, et aussi de compenser les effets des réductions d'effectifs.

31. Une des innovations envisagée concerne le système informatisé de suivi de la production documentaire, qui permettra de suivre de façon précise toutes les étapes de la production des documents et de mieux planifier le travail. Il est en outre prévu d'introduire un système intégré de gestion pour la planification des séances et la fourniture des services correspondants ainsi que pour l'affectation des interprètes, qui permettra de répondre plus rapidement aux demandes de services et facilitera l'établissement de rapports analytiques et de statistiques sur la fourniture de services de conférence à l'intention des organes d'examen compétents.

(M. Wyzner)

32. A la Division de traduction, il est prévu d'introduire un programme de traduction assistée par ordinateur et des systèmes de référence et de terminologie informatisés. En outre, il est prévu d'introduire la technique du disque optique pour disposer d'une capacité de recherche d'informations extrêmement rapide. Ce système sera lié au Système d'information bibliographique de l'ONU (SIBONU) de la Bibliothèque Dag Hammarskjöld, et devrait rendre de grands services au niveau de la distribution, du stockage et de la recherche de la documentation.

33. D'autres objectifs prévus dans le cadre de l'actuel plan à moyen terme ont dû être différés, faute de ressources financières. Le Département des services de conférence, qui est décidé à mettre en oeuvre ses projets d'automatisation, compte sur la compréhension du Comité des conférences et du Comité consultatif et espère recevoir l'appui de l'Assemblée générale.

34. Lors de l'examen du chapitre du projet de budget-programme concernant les services de conférence et bibliothèque pour l'exercice biennal 1990-1991, le Comité consultatif a formulé des observations constructives. Comme suite à la demande du Comité consultatif, le Secrétariat est en train d'établir un rapport sur la situation actuelle des services de conférence à Vienne. Le Département estime que les services de conférence à Vienne doivent avoir une structure unifiée et est déterminé à pourvoir les postes linguistiques vacants.

35. Au cours de sa session de 1988, le Comité des conférences a brièvement discuté de l'intention annoncée par le Secrétaire général, dans son rapport final sur l'application de la résolution 41/213 de l'Assemblée générale concernant l'examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies (A/44/222), "de faire procéder à une nouvelle évaluation au cours de l'exercice biennal 1990-1991 afin de déterminer la mesure dans laquelle la productivité et l'efficacité du Département [des services de conférence] pourraient être encore accrues". Le Secrétaire général adjoint tient à assurer à la Cinquième Commission que le Département des services de conférence est toujours décidé à rationaliser ses travaux, mais qu'il a besoin de la contribution et des directives des Etats Membres. Le Comité des conférences a décidé de participer à l'étude prévue dans le rapport précité, compte tenu de ses attributions. Il décidera au cours de sa session d'organisation de 1990 de la forme exacte que prendra sa participation.

36. En ce qui concerne le rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 42/207 C de l'Assemblée générale, relative au respect de la parité des langues officielles de l'Organisation des Nations Unies (A/44/502), le Secrétaire général adjoint déclare que le Secrétariat partage pleinement les inquiétudes des Etats Membres à cet égard et n'épargne aucun effort pour faire en sorte que les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale soient pleinement appliquées dans le cadre de la fourniture des services linguistiques.

37. Enfin, le Secrétaire général adjoint fait observer que, comme son nom l'indique, le Département des services de conférence a pour fonction d'assurer des services, et que même s'ils ne sont pas au premier plan des opérations de l'Organisation, les services de conférence peuvent être considérés comme les piliers de la communication à l'Organisation.

38. M. KOJIC (Corps commun d'inspection), présentant les rapports du CCI sur la représentation des organismes des Nations Unies à des conférences et réunions (A/43/586 et A/44/135), fait observer que cette question a été inscrite au programme de travail du CCI en 1988 parce que la participation des représentants des organismes du système des Nations Unies aux conférences et réunions a été déficiente à plusieurs occasions.

39. L'étude qu'il a effectuée à ce sujet comporte deux parties : la partie A (A/43/586) concerne l'Organisation des Nations Unies, tandis que la partie B (A/44/135) a trait aux institutions spécialisées. Ces deux rapports ont pour objet de passer en revue les procédures et mécanismes pertinents, en vue de recommander des moyens d'accroître l'efficacité et de réduire les coûts, sans pour autant réduire la participation des organisations aux conférences et réunions, sauf lorsque cette participation n'est pas nécessaire.

40. Dans ces rapports, l'Inspecteur examine le fondement juridique de la représentation, les invitations, les procédures et mécanismes pour déterminer la représentation, les modalités de participation aux conférences et aux réunions, les aspects financiers, les procédures de contrôle et l'utilisation éventuelle de nouvelles techniques. Malheureusement, les secrétariats n'ont pas fourni d'informations financière et statistique précises.

41. Théoriquement, toutes les procédures et tous les mécanismes régissant la représentation des organismes des Nations Unies aux conférences et réunions devraient faire l'objet d'un processus de coordination systématique dans chaque organisation de même qu'au niveau du système. Dans la pratique, beaucoup reste à faire.

42. A l'ONU, les instructions concernant les voyages du personnel envoyé à des conférences, qui font l'objet de la circulaire du Secrétaire général ST/SGB/207/Rev.1, étaient en cours de révision au moment où l'Inspecteur établissait son rapport, et comme suite à ces révisions, les activités de direction et de contrôle ont été centralisées, comme il était recommandé dans le rapport. Dans les institutions spécialisées, toute une gamme de procédures sont appliquées, malheureusement, sans aucune coordination. Parmi les considérations concernant l'harmonisation des procédures et des pratiques, il est recommandé que des invitations soient envoyées uniquement aux chefs des secrétariats. Il devrait y avoir dans chaque organisation un processus d'adoption de décisions, afin de déterminer s'il convient ou non d'accepter une invitation. Le nombre de participants devrait être réduit au minimum afin de réduire les coûts tout en assurant une participation active. La présentation de rapports et le contrôle des procédures sont également importants. Enfin, il faudrait envisager l'utilisation de nouvelles techniques.

POINT 121 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORTS FINANCIERS ET ETATS FINANCIERS VERIFIES ET RAPPORTS DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (suite) (A/44/5/Add.1, Add.3, Add.4, Add.5 et Add.7, A/44/356, A/44/537, A/44/541, A/44/543 et A/44/544)

43. M. NASSER (Egypte) rappelle que le Président du Comité des commissaires aux comptes a déclaré que la présentation des rapports du Comité a été modifiée comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale aux paragraphes 10 et 11 de sa résolution 43/216. Or, l'Assemblée avait seulement demandé au Comité d'étudier la question de savoir s'il serait souhaitable et possible d'élargir la portée de ces examens et de lui présenter un rapport à ce sujet. On peut se demander pourquoi le Comité a effectué cet examen plus détaillé sans en informer au préalable l'Assemblée. Conformément à son mandat énoncé dans le Règlement financier, le Comité des commissaires aux comptes n'a pas à examiner les aspects des travaux des organismes et programmes des Nations Unies qui ont trait aux programmes.

44. La délégation égyptienne souhaiterait savoir sur la base de quel texte la liste des organes et programmes inclus dans le mandat du Comité des commissaires aux comptes a été établie, et comment le Secrétariat et le Comité avaient interprété le mandat dans le contexte du paragraphe 10 de la résolution 43/216, concernant la vérification des comptes des opérations de maintien de la paix.

45. En général, les organisations appliquent de manière satisfaisante les recommandations du Corps commun d'inspection. Il est néanmoins inquiétant de voir que, pour la troisième année consécutive, les commissaires aux comptes ont assorti de réserves leur opinion concernant les comptes du PNUD. Ils n'ont émis aucune réserve au sujet des comptes de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, ce qui mérite d'être noté, eu égard en particulier aux conditions difficiles dans lesquelles l'Office doit travailler. Quelques améliorations ont été enregistrées dans le cas de l'UNITAR, et il y a lieu d'espérer qu'elles se poursuivront. Le PNUD et le FNUAP devraient appliquer une discipline budgétaire plus stricte. Dans toutes les organisations, tout abus ou malversation devrait faire l'objet d'une enquête et de mesures disciplinaires.

46. La délégation égyptienne attache une grande importance à une bonne gestion financière dans tous les organismes des Nations Unies, et en particulier au PNUD. Elle note avec satisfaction que six des neuf problèmes concrets en raison desquels les commissaires aux comptes avaient assorti de réserve leur opinion concernant le les comptes du PNUD en 1987 avaient été résolus, mais note cependant que des lacunes subsistent, et demande donc instamment au Conseil d'administration du PNUD de s'efforcer de corriger les erreurs. Il faudrait également instaurer une plus grande coopération entre les programmes, les agents d'exécution et les gouvernements, afin de mieux utiliser les ressources disponibles et d'exécuter plus rapidement les programmes, compte tenu de l'importance des besoins des pays en développement.

47. Vu l'importance des travaux du Comité des commissaires aux comptes, il serait souhaitable que ses rapports soient distribués suffisamment à l'avance.

48. M. SANGA (République-Unie de Tanzanie) dit que plusieurs recommandations et observations du Comité des commissaires aux comptes concernant l'utilisation des ressources constituent un motif de préoccupation, dans la mesure où l'utilisation efficace des ressources est indispensable à la réalisation des activités des organisations.

49. Il importe que l'Administration et le Conseil d'administration du PNUD s'occupent de la question des liquidités, afin que les ressources disponibles puissent être intégralement programmées au profit des pays bénéficiaires. L'incapacité d'utiliser un volume aussi important de ressources appelle des explications, que les responsables du PNUD devraient fournir à la Cinquième Commission durant la session en cours.

50. Le retard avec lequel certaines organisations soumettent les informations pertinentes au Comité des commissaires aux comptes est un autre motif de préoccupation. La délégation tanzanienne partage les vues du Comité des commissaires aux comptes et du Comité consultatif selon lesquelles les observations des administrations font partie intégrante des rapports des commissaires aux comptes et ne devraient pas être présentées dans une section distincte.

51. On notera que le Comité des commissaires aux comptes a de nouveau présenté des observations sur la question de la distinction entre les dépenses relatives aux programmes, les dépenses d'appui aux programmes et les dépenses administratives. La délégation tanzanienne appuie les observations que le Comité consultatif a formulées à ce sujet.

52. Il convient de mettre fin à la tendance qu'ont certaines administrations à utiliser des ressources destinées aux projets pour créer des postes au Siège. Il faut surveiller de près toute tentative de réduire les ressources affectées aux projets sur le terrain en créant des postes au Siège.

53. L'intervenant espère que la question de la comptabilisation des engagements non réglés sera rapidement résolue. Sa délégation prend note avec satisfaction des recommandations du Groupe des vérificateurs extérieurs des comptes tendant à ce que l'on étudie la portée des abus auxquels a donné lieu la comptabilisation des engagements non réglés et espère que le Comité des commissaires aux comptes fournira davantage d'informations à ce sujet dans ses futurs rapports.

54. Les lacunes observées par le Comité des commissaires aux comptes dans la présentation des comptes de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient appellent l'adoption immédiate de mesures correctives, et les responsables de l'Office devraient fournir des explications à la Commission.

55. La délégation tanzanienne partage les vues du Comité des commissaires aux comptes et du Comité consultatif concernant l'UNITAR. Le cas de la personne qui a reçu 30 000 dollars au nom de l'UNITAR montre qu'il se pose un grave problème au niveau de la réception et de la gestion des fonds. Elle partage également l'opinion du Comité des commissaires aux comptes et du Comité consultatif selon laquelle il ne faudrait pas entreprendre de projets devant être financés à l'aide de dons à des fins spéciales avant d'avoir l'assurance que les fonds nécessaires seront disponibles.

56. M. DANKWA (Ghana) fait observer que les rapports des commissaires aux comptes n'ont pas seulement pour objet de mettre en lumière les abus éventuellement constatées dans la gestion financière, mais qu'ils visent aussi à améliorer la planification et l'exécution des activités. La capacité d'une organisation d'affecter ses ressources exclusivement aux programmes et projets auxquels elles étaient destinées ne prouve pas plus son efficacité que sa capacité de prévoir avec davantage d'exactitude les ressources dont elle aura besoin.
57. Il est regrettable que la Commission n'ait pas eu communication des vues du Comité des commissaires aux comptes et du Comité consultatif sur les mesures prises par les administrations des différentes organisations pour donner suite aux recommandations de ces deux organes. Cela étant, elle ne peut que prendre acte du rapport publié sous la cote A/44/541 et demander au Comité des commissaires aux comptes et au Comité consultatif de l'examiner et de présenter à l'Assemblée générale lors de sa prochaine session un rapport sur la question, accompagné de recommandations. En attendant, la délégation ghanéenne demande instamment aux diverses administrations de renforcer les contrôles internes afin d'assurer une discipline budgétaire et, éventuellement, de permettre aux organisations de réaliser des économies. A cet égard, la pratique consistant à émettre les allocations de crédits pour des périodes plus courtes, qui a été utilisée durant l'exercice biennal 1986-1987 et s'est soldée alors par des économies, serait sans doute un moyen de contrôle plus adéquat et plus efficace. Il faudrait donc envisager sérieusement la possibilité de remplacer les allocations de crédits annuelles par des allocations trimestrielles, qui permettraient aussi d'examiner à intervalles plus rapprochés les rapports sur les dépenses.
58. Il faut se féliciter des améliorations qui ont été apportées à la présentation des rapports sur les comptes. Le résumé des principales conclusions et recommandations du Comité des commissaires aux comptes applicables à l'ensemble des organisations facilite les comparaisons et doit être conservé. En revanche, il n'en est pas de même des réponses des administrations, qui n'ont pas leur place dans les rapports. En effet, la Commission n'a pas pour rôle de donner raison au Comité ou à l'administration, mais plutôt de rechercher les moyens de formuler des politiques propres à garantir une gestion financière et administrative efficace. Au moment de la vérification des comptes et avant la publication du rapport définitif du Comité, les administrations devraient avoir la possibilité de s'expliquer. Il est préoccupant de voir que quelques-unes d'entre elles n'ont pas pu présenter leurs observations sur les rapports de vérification, ou qu'elles ont choisi de ne pas le faire. La délégation du Ghana espère vivement qu'à l'avenir elles s'acquitteront de cette obligation.
59. Une fois de plus, le Comité des commissaires aux comptes a assorti son opinion de réserves en ce qui concerne les comptes du PNUD. Etant donné qu'il lui a été impossible de vérifier 32,4 % des dépenses relatives aux programmes encourues par les agents d'exécution et la quasi-intégralité des dépenses relatives aux projets exécutés par les gouvernements, cette décision apparaît parfaitement justifiée. Néanmoins, il est encourageant de savoir que, le PNUD ayant incorporé dans son règlement financier la notion de budgétisation biennale et créé un groupe de la vérification des comptes au sein de la Division de la vérification des comptes et du contrôle de la gestion, il sera désormais possible de vérifier complètement les

(M. Dankwa, Ghana)

dépenses relatives aux programmes encourues par tous les agents d'exécution. La délégation ghanéenne espère que l'Administration du PNUD continuera d'insister auprès des agents d'exécution pour qu'ils lui fassent connaître les coûts en monnaie locale, de façon qu'elle puisse dans chaque cas vérifier la concordance des soldes au titre des projets avec ses propres chiffres.

60. La délégation ghanéenne accepte pleinement les recommandations du Comité des commissaires aux comptes et engage vivement la Commission à les approuver, de façon qu'elles puissent être appliquées sans retard.

61. En ce qui concerne la question des engagements non réglés, la délégation ghanéenne pense, comme le Comité des commissaires aux comptes, que la meilleure solution serait d'appliquer les principes comptables généralement admis, en retenant le critère de la "livraison" des biens et des services. La pratique en usage dans certains bureaux extérieurs qui consiste à comptabiliser les engagements non réglés jusqu'à hauteur du solde inutilisé des crédits alloués dénote un certain laxisme en matière de planification et de programmation. Il n'est guère surprenant que, dans ces conditions, les annulations, correspondant en fait à des engagements non réglés, se traduisent finalement par des "économies". Une véritable économie doit être la différence entre les crédits ouverts et les dépenses effectives, une fois terminé le projet ou le programme considéré; si l'engagement est annulé sans qu'il y ait eu livraison des biens ou des services correspondants, on ne saurait parler d'économie. Quant au principe consistant à imputer les engagements non réglés à l'exercice au cours duquel la commande a été passée, il conviendrait de l'appliquer avec une certaine souplesse. Les dépenses correspondantes ne devraient pas être comptabilisées au moment de la commande, mais au stade du décaissement effectif. Néanmoins, elles devraient être dissociées des crédits ouverts pour l'exercice considéré.

62. Tout en reconnaissant l'utilité des conclusions et recommandations du Comité des commissaires aux comptes concernant l'ampleur des projets, la délégation ghanéenne ne peut pas y souscrire pleinement car toutes sortes de considérations - qui ne sont pas uniquement d'ordre économique - président à la formulation des programmes de pays, en particulier lorsqu'il s'agit de pays en développement. Il ne faut pas oublier non plus que le PNUD et les Etats bénéficiaires participent de concert à la formulation de ces programmes. Cela étant, sans doute conviendrait-il de renvoyer les conclusions et recommandations du Comité au Conseil d'administration ou à tout autre organe intergouvernemental ayant compétence pour les examiner plus avant.

63. Le Comité des commissaires aux comptes a également formulé des réserves sur les comptes du FNUAP (A/44/5/Add.7), en raison de lacunes analogues à celles qu'il a relevées dans les comptes du PNUD. En ce qui concerne la distinction trop imprécise entre les dépenses relatives aux programmes et les dépenses d'administration, en dépit des explications données par l'Administrateur du PNUD, la délégation ghanéenne pense que le Comité a bien fait d'émettre des réserves, car elle est fermement convaincue qu'il faut sérieusement s'efforcer de bien différencier ces deux types de dépenses de façon à pouvoir mieux évaluer l'efficacité des projets ou des programmes compte tenu de leur coût.

(M. Dankwa, Ghana)

64. Dans le cas de l'UNITAR (A/44/5/Add.4), le Comité des commissaires aux comptes a émis des réserves après avoir constaté que les dépenses de l'Institut dépassaient les crédits alloués : 19 % de surcoût dans le cas du Fonds général et 16 % dans le cas du Fonds "dons à des fins spéciales", sans compter les dépenses d'appui aux programmes. Bien que cela ne signifie pas forcément qu'on ait effectué des dépenses non autorisées ou non prévues au budget, il importe de surveiller de près l'utilisation des crédits alloués, afin de maximiser le rapport coût/efficacité.

65. Il est préoccupant de voir que le Comité a jugé nécessaire de formuler des réserves au sujet d'un organisme comme l'UNITAR, qui se consacre à la formation et à la recherche, mais il est surtout alarmant d'apprendre que l'Institut va vraisemblablement subir des pertes importantes imputables à des créances de longue date et à des charges reportées dont on ne trouve pas trace dans les comptes. Plusieurs divergences constatées dans les soldes des comptes seraient dues à des lacunes du contrôle comptable, en particulier lors de l'apurement des comptes. La seule solution semble être celle que recommande le Comité, à savoir l'imputation des pertes éventuelles sur le fonds général. Il est toutefois indispensable que l'Organisation prenne les mesures requises pour que les fonctionnaires responsables appliquent strictement le règlement financier et les règles de gestion financière.

66. M. Dankwa se plaint à noter que le Comité des commissaires aux comptes n'a formulé aucune réserve en ce qui concerne les contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (A/44/5/Add.5) et l'UNRWA (A/44/5/Add.3) et que ces deux organismes sont dignes d'éloges. Il importe néanmoins que l'UNRWA tienne compte de la recommandation du Comité et qu'il revoie son règlement financier pour le rendre conforme à l'article 4.3 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies ainsi aux principes comptables généralement admis pour la définition des engagements non réglés. Il faudrait d'autre part que le HCR surveille de plus près l'enregistrement des annonces de contributions et des contributions de contrepartie en attente de paiement, ainsi que les problèmes que posent les achats, la présentation tardive des projets et le contrôle du matériel fongible.

67. Il est évident que la Cinquième Commission consacre beaucoup d'attention aux rapports du Comité des commissaires aux comptes et il est normal qu'elle le fasse, vu que l'efficacité administrative et financière de l'Organisation des Nations Unies contribue à la réalisation des objectifs de la Charte. Il est donc regrettable que bon nombre des conclusions et recommandations du Comité demeurent lettre morte, ce qui fait que les mêmes problèmes se reposent d'année en année. Le moment est venu de prendre des mesures énergiques pour qu'il soit rendu compte correctement de la gestion administrative et financière de l'Organisation. La délégation ghanéenne est prête à participer à la recherche de telles mesures.

68. M. STAFFORD (Administrateur assistant adjoint, Bureau de l'administration et des finances, Programme des Nations Unies pour le développement) dit que le PNUD reconnaît fort bien l'importance des travaux du Comité des commissaires aux comptes, comme en témoignent les progrès qu'il a réalisés comme suite à ses observations, en particulier lorsqu'elles étaient assorties de réserves. Conformément à sa décision 84/40, le Conseil d'administration examine tous les ans

(M. Stafford)

le rapport de vérification des comptes, si bien qu'en juin 1990 les représentants des gouvernements auront l'occasion d'examiner plus en détail ledit rapport et, en particulier, les mesures prises par le PNUD comme suite aux conclusions des commissaires aux comptes. Ceux-ci seront invités aux réunions. L'Administration du PNUD continuera à s'efforcer de donner suite aux conclusions du Comité qui sont de son ressort et agira en étroite collaboration avec les autres organismes des Nations Unies lorsque les observations du Comité concernent l'ensemble du système.

69. On a reproché au PNUD de ne pas avoir communiqué sa réponse aux observations du Comité avant que celui-ci rédige son rapport sous sa forme définitive. Le PNUD a reçu le rapport du Comité, qui comptait 52 pages, le 1er juin, et il était censé répondre avant le 15 juin. C'était alors la session du Conseil d'administration, et il n'y avait pratiquement pas de personnel de rang supérieur pour examiner à fond le rapport. Il a donc été décidé d'en différer l'examen jusqu'à ce que le personnel compétent puisse y consacrer toute l'attention voulue. Le PNUD, en consultation avec le Comité, s'efforcera de surmonter ce problème de façon que désormais ses observations puissent être présentées en temps utile.

70. Il a également été question des pratiques et procédures approuvées par le Conseil d'administration et l'on a laissé entendre qu'il pourrait y avoir des tiraillements entre les commissaires aux comptes et l'Administration du PNUD. M. Stafford rappelle à ce propos que le Conseil d'administration examine tous les ans le rapport des commissaires et qu'en même temps il étudie dans le détail les pratiques et procédures du PNUD. L'Administrateur est tenu d'appliquer les décisions du Conseil et est pleinement responsable devant cet organe. L'Administration du PNUD continuera à coopérer pleinement avec les commissaires aux comptes, comme elle l'a toujours fait.

71. S'agissant du problème de la distinction entre les dépenses relatives aux programmes et les dépenses de fonctionnement, l'Administration du PNUD pense qu'il faudrait analyser ce problème plus à fond pour que tout le monde comprenne bien la pratique du PNUD dans ce domaine. Ainsi, le budget biennal du PNUD s'intitule "budget des services administratifs et des dépenses d'appui aux programmes", ce qui peut prêter à confusion. Il faut également préciser qu'il s'agit d'un montant total de 6 millions de dollars, dont 2,5 millions pour les projets d'appui logistique aux programmes sur le terrain et 3,5 millions pour les postes du siège dont le coût est imputé au budget des projets. En 1984, un certain nombre de directives ont été introduites pour les projets d'appui logistique, lesquelles ont été expliquées au Conseil d'administration. Le budget biennal indique le coût global de ces projets dans le monde entier. L'Administration veille à ce que les représentants résidents se conforment à ces directives et, en cas d'abus, prend les mesures correctives nécessaires. Dans le budget biennal pour 1990-1991, deux projets d'appui logistique incorrectement formulés ont été régularisés. Le Comité des commissaires aux comptes est d'avis que tous ces projets devraient être intégrés au budget biennal, mais l'Administration du PNUD considère qu'on inscrirait alors au budget d'administration des dépenses qui de toute évidence sont directement liées aux projets.

(M. Stafford)

72. En 1988, l'Administration a promulgué des directives concernant les postes du siège dont le coût est imputé au budget des projets, directives qui ont également été expliquées au Conseil d'administration. Des mécanismes de contrôle interne ont été mis en place pour en garantir l'application. De l'avis du Comité des commissaires aux comptes, tous les postes de New York devraient être inscrits au budget biennal, alors que l'Administration du PNUD considère que certaines activités liées au projet doivent être exécutées au siège et que, dans de nombreux cas, les postes en question ont été approuvés expressément par le Conseil d'administration. En outre, le PNUD applique des politiques bien établies pour ce qui est des activités du siège et des bureaux extérieurs qui sont financées par imputation sur le budget des projets.

73. L'Administration du PNUD reconnaît qu'il existe des lacunes en matière de discipline budgétaire mais elle ne pense pas qu'elles soient suffisamment graves pour que l'on puisse conclure à une défaillance générale des contrôles budgétaires. Le problème tient en partie au fait que, par souci d'économie, on cherche à réduire le plus possible les allocations de crédits. Il faut souligner que le Comité des commissaires aux comptes n'a pas critiqué les procédures appliquées par le PNUD en matière de personnel, bien que les dépenses correspondantes constituent 70 % du montant total du budget. Le PNUD surveille de très près les dépenses budgétaires et n'a jamais dépassé l'enveloppe biennale autorisée par le Conseil d'administration. En outre, l'Administrateur a lui-même introduit dans les règles de gestion financière une disposition interdisant le dépassement des crédits alloués, afin de mieux assurer la justification de l'emploi des fonds.

74. Dans le cas des bureaux extérieurs, il se pose divers problèmes, dont certains sont dus à la multiplicité des activités, d'autres aux procédures et d'autres encore à d'éventuelles lacunes au niveau de la gestion. En 1989, le PNUD a apporté un certain nombre de solutions aux problèmes qui se prêtaient à des interventions d'ordre administratif. Ainsi, l'Administration a conçu un module de gestion budgétaire qui sera intégré au système comptable automatisé des bureaux extérieurs. Ce module, qui inclut un élément engagements locaux, sera mis en place dans tous les bureaux en 1990. L'Administration a également revu et modifié sa politique concernant la comptabilisation des engagements à la fin de l'exercice, si bien que cet aspect du problème devrait se trouver en grande partie réglé.

75. Au siège, bien que le problème ne soit pas de la même ampleur, l'Administration a pris diverses mesures pour améliorer la situation. Elle a publié un manuel de gestion budgétaire à l'intention des services du siège, élaboré un logiciel de gestion budgétaire qui a été mis à la disposition de plusieurs services organiques, et organisé une série de cours de formation à l'intention des agents certificateurs des différents services. On espère que, d'ici à la fin de l'année en cours, le système informatisé permettra à tous les responsables du budget d'avoir accès aux données du grand livre concernant les allocations de crédits et les dépenses. Comme dans le cas des bureaux extérieurs, c'est un dialogue permanent entre la Section du budget et les responsables de tous les services du PNUD qui permet d'améliorer ainsi les procédures budgétaires.

(M. Stafford)

76. Pour mieux situer les choses en matière de discipline budgétaire, M. Stafford juge utile de citer quelques chiffres. Le budget total de 1988 s'est chiffré à 154,3 millions de dollars. Les crédits alloués aux bureaux extérieurs ont représenté un peu plus de 520 000 dollars, soit moins de 0,5 % du total des allocations. Au bureau régional pour l'Asie et le Pacifique, les dépenses ont absorbé 91 % des allocations, les pourcentages étant de 92,7 % au bureau régional pour les Etats arabes et l'Europe, 99,9 % au Bureau régional pour l'Afrique, et 98,4 % au Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes. La moyenne générale s'est ainsi établie à 96 %.

77. Plusieurs orateurs ont affirmé que le PNUD s'était écarté des principes comptables généralement admis pour la comptabilisation des engagements non réglés. Ces principes, qui sont d'ordinaire promulgués par des organes comptables reconnus au plan national et chargés d'harmoniser la présentation des rapports financiers, étaient initialement destinés au secteur privé. En 1973, un Comité international des normes comptables a été créé, avec pour mandat de formuler et de publier les normes comptables à utiliser pour la présentation des états financiers partout dans le monde. La question des normes comptables internationales applicables au secteur public est actuellement à l'étude et, bien que divers gouvernements utilisent les normes du Comité à titre de directives, il n'existe pas encore de normes internationales dans ce domaine. Selon une étude de l'Association interaméricaine de comptabilité, 13 des 23 normes formulées par le Comité sont applicables aux organismes gouvernementaux, mais l'Association a estimé que le principe de la "livraison" ne pouvait pas leur être appliqué.

78. Comme il est dit dans le document A/44/537, une étude réalisée vers la fin des années 70 sous les auspices du Comité administratif de coordination a abouti à la conclusion que les recommandations du Comité international des normes comptables pourraient servir de directives aux fins de l'harmonisation des états financiers. Les organisations ont estimé toutefois que les directives du Comité n'étaient pas toutes pleinement applicables, aussi est-il important de bien expliquer dans les notes qui accompagnent les états financiers les principes comptables qui ont présidé à leur établissement.

79. Le Comité des commissaires aux comptes a fait observer que, dans le cas des dépenses d'équipement et des contrats de sous-traitance, le PNUD s'était écarté des principes comptables généralement admis aux fins de l'enregistrement des engagements non réglés. Cette question a été examinée avec les agents d'exécution lors des réunions du Comité consultatif pour les questions administratives. Le CCPQA estime que la nature et l'ampleur des activités du système des Nations Unies justifient l'adoption de critères spéciaux pour certaines opérations comptables. Il considère en particulier qu'il y a des raisons valables de comptabiliser les dépenses sur la base des engagements et non selon le principe de la "livraison". Les points de livraison du matériel requis pour les projets sont disséminés dans le monde entier et il est souvent difficile de déterminer la date exacte de la livraison. La méthode de la comptabilité d'engagements est plus pragmatique et la plupart des agents d'exécution du PNUD l'utilisent pour les activités financées par imputation sur leur budget ordinaire. Il faut souligner que les projets du PNUD constituent 40 % des projets d'assistance technique exécutés dans le monde. Durant le débat, plusieurs délégations ont insisté sur la nécessité de mieux harmoniser

(M. Stafford)

les pratiques comptables. Si le principe de la livraison ne s'appliquait qu'aux activités financées par le PNUD, on s'éloignerait en fait de cet objectif. En 1976, le PNUD avait tenté d'appliquer ce principe, mais les difficultés pratiques rencontrées par les agents d'exécution l'ont obligé à y renoncer.

80. Le PNUD partage les préoccupations des membres de la Commission face aux abus auxquels peut éventuellement donner lieu la comptabilisation des engagements non réglés, étant donné qu'il est indispensable que toutes les ressources soient correctement gérées et que leur utilisation soit dûment justifiée. Le PNUD a pris note des conclusions formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans les paragraphes 60 à 67 du document A/44/5/Add.1 et les a portées à l'attention des responsables de la gestion financière dans les organismes considérés, en leur demandant de fournir à ce propos des précisions supplémentaires. Toutes les réponses n'ont pas encore été reçues.

81. Lors de sa soixante et onzième session, tenue en septembre dernier, le CCQA a reconnu que c'était aux agents d'exécution de veiller à ce que les procédures prévues pour contracter et valider les engagements soient efficaces et ne prêtent pas à des abus. Vu l'importance de cette question et les vastes répercussions qu'aurait sur tout le système des Nations Unies une modification quelconque de la méthode de comptabilisation des engagements non réglés, M. Stafford suggère que la question soit examinée dans le cadre des délibérations sur l'harmonisation des pratiques comptables, qui auront lieu en consultation avec le Groupe des vérificateurs externes.

82. En examinant les états vérifiés, le Comité des commissaires aux comptes a effectivement constaté des lacunes dans la comptabilisation des dépenses relatives aux programmes exécutés par les gouvernements, qui l'ont amené à assortir son opinion de réserves. Le Conseil d'administration s'est penché sur la question lors de sa seconde session ordinaire de 1989 et, dans sa décision 1989/61, il a notamment engagé l'Administrateur à poursuivre ses efforts en vue d'obtenir que les gouvernements procèdent à une vérification adéquate des fonds qu'ils déboursent en leur qualité d'agent d'exécution.

83. Le PNUD continue à faire tout son possible pour améliorer la comptabilisation et la vérification des dépenses relatives aux programmes exécutés par les gouvernements. Le 1er janvier 1989, des systèmes de contrôle et d'information comptables ont été mis en place pour l'enregistrement de ces dépenses, et on a commencé à former à l'utilisation de ces systèmes le personnel affecté aux projets. Les résultats sont encourageants.

84. Il est vrai également que seul un faible pourcentage d'états financiers vérifiés ont été reçus pour 1988. Toutefois, en raison des nombreux efforts qui ont été faits dans ce domaine, y compris la publication de directives détaillées concernant la vérification des dépenses, directives qui ont déjà été remises aux bureaux extérieurs et aux gouvernements, et les missions sur le terrain effectuées ou prévues, on peut s'attendre à des améliorations sensibles pour 1989. Encore faut-il que les gouvernements s'associent pleinement à ces efforts, faute de quoi les réserves émises par le Comité des commissaires aux comptes ne pourront pas être levées.

/...

(M. Stafford)

85. Un certain nombre de délégations ont posé des questions concernant la gestion de la trésorerie. La politique du PNUD en matière de placements et de risques de change a été approuvée par l'Administration et le Conseil d'administration du PNUD en 1979, 1985 et 1986. En outre, les règles régissant les opérations du PNUD ont été examinées par des fonctionnaires des ministères des finances ou des banques centrales de certains Etats membres du Conseil d'administration, et les procédures du PNUD ont été ratifiées par le Conseil d'administration à sa session de 1986. A aucun moment, les organes consultés n'ont laissé entendre que les procédures appliquées par le PNUD avaient un caractère spéculatif.

86. Comme l'a souligné le représentant de la France, les ressources destinées aux activités de développement sont trop précieuses pour qu'on les utilise à d'autres fins. C'est pourquoi en matière de placements et de gestion de la trésorerie, le PNUD a toujours suivi une politique extrêmement prudente, en se fondant sur les tendances à long terme plutôt que sur les fluctuations à court terme des marchés financiers internationaux. Il est d'ailleurs satisfaisant de voir que le Président du Comité consultatif et le représentant du Canada approuvent clairement la politique de l'Administration dans ce domaine.

87. Les pertes de change sont inévitables dans une organisation comme le PNUD, dont les activités se déroulent dans le monde entier. Le PNUD reçoit et décaisse des fonds libellés dans pratiquement toutes les monnaies nationales. Dans le but de minimiser les risques inhérents aux variations des cours du change, tous les efforts ont été faits pour équilibrer les besoins de liquidités dans une monnaie donnée et les avoirs dans cette monnaie. Une telle technique peut engendrer des pertes d'ordre purement comptable. En outre, la structure des avoirs du PNUD est modifiée en fonction de l'évolution à long terme des principales monnaies auxquelles il a accès.

88. L'appel à la concurrence pour les opérations de change ou les placements fait partie intégrante de la politique et de la pratique du PNUD; c'est seulement lorsqu'elle risque de se traduire par des pertes pour le PNUD que cette procédure n'est pas appliquée.

89. Aucun arrangement contractuel ne lie le PNUD aux banques avec lesquelles il travaille. Ses relations avec une banque, quelle qu'elle soit, sont fondées sur la compétitivité, la compétence et la fiabilité de l'établissement en question. Les commissaires aux comptes ont par ailleurs relevé incidemment que le PNUD traite avec un trop grand nombre de banques. Cette question est actuellement à l'étude, mais il ne faut pas oublier que le PNUD a des activités dans le monde entier.

90. La politique de placements du PNUD est étroitement liée à l'évolution des marchés financiers. Toutefois, le souci primordial du PNUD étant de garantir la sécurité, la convertibilité et la liquidité de ses fonds, il est amené à revoir constamment les bases sur lesquelles s'effectuent ses placements. En tout état de cause, le PNUD réexaminera et modifiera, à la lumière des observations formulées par les commissaires aux comptes, certains aspects de la politique qu'il applique actuellement en la matière, afin d'éliminer toute ambiguïté possible.

(M. Stafford)

91. Le représentant du Canada a fait part de sa préoccupation quant aux liquidités du PNUD. Il convient de noter à cet égard que le montant total des ressources générales non utilisées a augmenté, s'établissant à 1 milliard 2 millions de dollars en 1988. Cependant, il faut souligner que ce montant comprend 200 millions de dollars au titre de la réserve opérationnelle, 25 millions de dollars au titre de la réserve pour l'octroi de prêts pour la construction de logements et 196 millions de dollars correspondant aux ressources inutilisées de certains programmes gérés par le PNUD, provenant des contributions au titre de la participation aux coûts, du Fonds pour les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés et des contributions de contrepartie en espèces versées par les gouvernements. Le montant des ressources générales non utilisées du PNUD s'élève donc en fait à 581 millions de dollars, soit une augmentation de 49 millions de dollars par rapport à la fin de 1987. Comme le Conseil d'administration l'a indiqué en juin 1989, si le volume des CIP approuvés est entièrement utilisé au cours des années restantes du cycle, le solde des ressources générales non utilisées sera nul à la fin de 1991. Dans ce cas, le PNUD devra recevoir des ressources substantiellement accrues, ou réduire ses décaissements en fonction des ressources disponibles. Le Conseil d'administration doit revoir la question en février 1990, lorsqu'on connaîtra le volume de contributions pour 1990 et que l'on aura évalué l'incidence des variations des taux de change sur les ressources du PNUD en 1989.

92. La budgétisation, dans le cas des projets pluriannuels, vise à établir avec réalisme et fiabilité le calendrier, l'échelonnement et le coût de toute une série d'apports pour les projets. Il faut, pour cela, tenir compte des diverses mesures requises pour synchroniser les apports externes et internes, de l'évolution probable des prix pour certains apports à fournir, et de la situation actuelle du pays considéré ainsi que de son évolution probable.

93. De nombreux projets sont approuvés pour une période initiale de deux à trois ans, étant entendu qu'il pourra s'avérer nécessaire de prolonger l'aide du PNUD en fonction de l'expérience acquise durant la phase initiale. En général, c'est dans ce contexte qu'il convient de replacer un grand nombre des révisions budgétaires et prolongations, au lieu de les considérer comme des révisions nécessaires pour faire face à des excédents de dépenses ou à des retards dans l'exécution. Les prolongations de projet ne sont pas nécessairement synonymes de retards imprévus dans l'exécution. Elles peuvent résulter d'un élargissement de la portée du projet, ou tenir au fait que le gouvernement du pays bénéficiaire, le PNUD ou l'agent d'exécution ont décidé de surseoir à certaines activités en attendant que toutes les conditions soient réunies pour mener à bien le projet.

94. Nombre des mesures adoptées par le PNUD au cours des dernières années visaient précisément à améliorer les modalités d'exécution. Ainsi, le PNUD a reconnu les lacunes existant dans la conception des projets et a élaboré un nouveau modèle de projet. Ce modèle, appliqué depuis peu de temps, ne produira tous ses effets que dans plusieurs années; il devrait en tout cas se traduire par une budgétisation plus réaliste. On a également jugé prioritaire d'améliorer le niveau de compétence des fonctionnaires du PNUD; on a donc mis en place un système de formation approfondie à la conception, à la formulation, au contrôle et à l'évaluation des

(M. Stafford)

projets, qui devrait lui aussi porter ses fruits. Enfin, on a considérablement amélioré les méthodes de gestion des ressources, et la formation continue dans ce domaine devrait également contribuer à établir un cadre de budgétisation plus réaliste. Un système complet de gestion des programmes et projets (le "Turbo SGPP") devrait être mis en place au cours de l'année à venir; il constituera, pour le personnel à tous les niveaux, un outil précieux qui l'aidera à gérer les activités courantes du programme.

95. Comme l'a signalé le représentant des Etats-Unis, le Conseil d'administration, dans sa décision 89/61, a demandé que les commissaires aux comptes examinent les procédures actuelles de budgétisation des projets, demande qui a été transmise au Comité des commissaires aux comptes.

96. En ce qui concerne les consultants, les directives d'ensemble sont en cours de révision. L'Administrateur a approuvé la création d'un poste de gestionnaire chargé des consultants et la Division du personnel procédera à un examen approfondi des directives, évaluations, contrats, mandats, base de données, etc., relatifs aux consultants. Dans son rapport, le Comité des commissaires aux comptes a indiqué que le PNUD avait recruté 762 consultants en 1988. Ceux-ci ont été recrutés essentiellement par les bureaux régionaux pour effectuer des missions concernant la formulation, le contrôle et l'évaluation des projets. On fait également appel à des consultants pour l'élaboration des programmes de pays, les examens à mi-parcours et la coordination de l'assistance.

97. La durée de la mission est déjà fixée au moment du recrutement mais, à ce stade, il n'est pas toujours possible de définir avec précision la portée du mandat du consultant; de ce fait, il est parfois nécessaire de prolonger la durée des contrats. A l'heure actuelle, au PNUD comme ailleurs, on préfère engager du personnel pour une période de courte durée, ce qui autorise une plus grande souplesse sur le plan des effectifs et permet de rester en prise sur le progrès technologique.

98. En ce qui concerne les observations faites par les délégations du Bangladesh et de l'Inde, il convient d'indiquer que l'on a entrepris de réviser et de mettre à jour les directives relatives au roulement du personnel, de façon à permettre une plus grande mobilité interrégionale et des mutations plus fréquentes du siège vers les bureaux régionaux.

99. S'agissant des rapports entre la Division de la femme et du développement et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), il convient de faire remarquer que si ces deux organes ont un même objectif, à savoir promouvoir la participation des femmes au développement, leurs fonctions sont distinctes et complémentaires. L'UNIFEM est un mécanisme de financement et d'exécution des projets, alors que la Division de la femme et du développement a pour objet de favoriser la mise en place d'institutions et de veiller à ce que le PNUD continue de tenir compte, dans ses activités, des politiques axées sur le rôle des femmes dans le développement.

(M. Stafford)

100. En ce qui concerne la Division de l'information, le PNUD convient qu'il est nécessaire de mieux coordonner les activités relatives aux publications et à la production de documents vidéo; des suggestions ont été faites dans ce sens par un groupe spécial. L'Administration examine actuellement la question du champ et des modalités de cette coordination.

101. En réponse aux observations du représentant du Japon concernant le programme de formation d'administrateurs auxiliaires, M. Stafford indique que même si certains des bénéficiaires de ce programme ont été intégrés à l'effectif permanent, le programme n'est pas la seule source de recrutement de personnel à la classe de début. Le principal objectif du programme est de dispenser une formation dans le domaine du développement, et nombre d'anciens administrateurs auxiliaires occupent aujourd'hui d'importantes fonctions dans leur pays d'origine. Les 12 postes prévus pour la formation des stagiaires n'ont été approuvés ni par le Comité consultatif ni par le Conseil d'administration.

102. L'Administrateur assistant adjoint indique pour terminer qu'il se fera un plaisir de répondre à toutes les autres questions que pourraient poser les délégations.

103. M. GUPTA (Inde) dit que, nonobstant les réponses de l'Administrateur assistant adjoint du PNUD, les observations que les commissaires aux comptes ont formulées concernant certains domaines demeurent valables et doivent être examinées par le Conseil d'administration du PNUD.

104. Pour ce qui est du recours aux services de consultants, le représentant de l'Inde fait observer que la réponse fournie par l'Administrateur assistant adjoint ne correspond pas aux observations de l'Administrateur du PNUD consignées dans le rapport du Comité, selon lesquelles on recrutait des consultants pour faire face à un surcroît de travail pendant certaines périodes. La réponse de l'Administrateur assistant adjoint éclaire donc la question et l'intervenant espère que le Comité gardera cette dernière à l'étude.

105. M. BOUR (France) dit que la réponse de l'Administrateur assistant adjoint du PNUD n'est pas pleinement satisfaisante; les explications fournies ne diffèrent guère de celles formulées à la session antérieure et le PNUD ne semble pas avoir pris les mesures qui s'imposaient pour donner suite aux recommandations du Comité, ce qui a conduit ce dernier à émettre, d'année en année, une opinion avec réserve.

106. Le Comité a relevé que la création d'une école internationale dans un certain pays contrevient à diverses règles en la matière. L'Administration a fait valoir qu'il fallait créer un établissement de ce type pour résoudre des problèmes qui se posaient au niveau de l'exécution de programmes appuyés par le PNUD. M. Bour souhaite connaître le nombre des élèves de cet établissement ainsi que de ceux qui sont des enfants de fonctionnaires internationaux et savoir si ce nombre justifie le maintien de l'école en question.

107. Le PRESIDENT, faisant suite à une demande présentée par les délégations, dit que le texte des déclarations prononcées au cours de la séance leur sera prochainement distribué.

108. M. STAFFORD (Administrateur assistant adjoint du Bureau de l'administration et des finances du Programme des Nations Unies pour le développement), répondant aux observations du représentant de l'Inde dit que les consultants seront recrutés conformément aux normes établies et qu'en tout état de cause, ils ne seront pas considérés comme du personnel temporaire ni ne s'acquitteront de tâches qui pourraient être effectuées par des fonctionnaires permanents.

109. S'agissant de la création d'une école internationale au Viet Nam, question soulevée par le représentant de la France, l'Administrateur assistant adjoint donne l'assurance qu'aucune initiative de ce type ne peut être prise sans l'approbation du Conseil d'administration. Comme l'a indiqué le représentant résident, la création d'une école au Viet Nam était rendue nécessaire par le fait que les fonctionnaires n'étaient pas disposés à accepter des postes dans certains pays en raison du manque d'établissements d'enseignement adéquats. Sont inscrits dans cet établissement 25 élèves au total, dont cinq enfants de fonctionnaires des Nations Unies. Pour que les recettes équilibrent les dépenses, il faudrait pouvoir inscrire 10 à 15 élèves de plus.

110. L'Administrateur assistant adjoint reconnaît que la création d'une école internationale, tout comme l'avance de 75 000 dollars consentie à cet établissement, n'entre pas vraiment dans les attributions du PNUD. Il est toutefois convaincu que si cet établissement n'avait pas été créé, l'éducation des enfants du personnel des Nations Unies en poste au Viet Nam poserait de sérieux problèmes.

111. M. GOMEZ (Secrétaire général adjoint par intérim à l'administration et à la gestion et Contrôleur) dit que le PNUD a tenu le Secrétariat informé à tous les stades de la création de cette école internationale au Viet Nam. Il avait d'ailleurs été demandé à l'Ecole internationale des Nations Unies de New York de collaborer avec le nouvel établissement afin d'assurer une certaine harmonisation des programmes pédagogiques au profit des élèves de la communauté des Nations Unies. Ce n'est pas la première fois qu'une telle situation se produit, le PNUD ayant à plusieurs reprises été amené à improviser et innover. De fait, l'Afghanistan connaît une situation analogue.

112. M. GUPTA (Inde) dit que, bien que l'on n'ait pas, dans ce cas précis, respecté à la lettre les dispositions du règlement financier, l'on peut féliciter le PNUD d'avoir pris l'initiative de contribuer à la création d'un établissement scolaire dans des circonstances difficiles et dans une région où la présence de fonctionnaires internationaux est essentielle. La somme en question est d'ailleurs de faible importance.

POINT 127 DE L'ORDRE DU JOUR : CORPS COMMUN D'INSPECTION

113. M. KOULIK (République socialiste soviétique d'Ukraine) rappelle qu'en présentant le rapport du Corps commun d'inspection, le Président de cet organe avait indiqué que le CCI devait présenter cinq rapports pour l'année en cours. Or, la délégation de la République socialiste soviétique d'Ukraine a éprouvé des difficultés au moment d'élaborer sa position sur la question à l'étude, étant donné qu'elle n'avait pas reçu près de la moitié des documents prévus, à savoir les observations du Secrétaire général concernant, d'une part, le rapport final sur

(M. Koulik, RSS d'Ukraine)

l'application de la résolution 32/197 de l'Assemblée générale et, de l'autre, la réorganisation du Département de l'information. M. Koulik souhaiterait que le Secrétariat indique à quelle date ces documents seront finalement distribués.

114. Le PRESIDENT dit que le Secrétariat fournira des informations précises à ce sujet à la prochaine séance. Conformément à la pratique établie, les rapports du CCI concernant le budget ont déjà été distribués. Lorsqu'une délégation ne dispose pas des documents nécessaires à l'élaboration de sa position, il lui est toujours loisible de se réserver le droit de revenir sur la question ultérieurement.

La séance est levée à 18 heures.